



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 23 mars 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Conditions économiques actuelles	2
Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004	3
Dépenses fédérales en sciences à l'intention des pays en voie de développement, 2004-2005	4
Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), troisième trimestre de 2005	5
Production, transport et distribution d'électricité, 2004	5

Nouveaux produits	6
--------------------------	----------



Conditions économiques actuelles

Les investissements des entreprises ont dominé la croissance au quatrième trimestre, stimulés par la hausse des prix des ressources naturelles, selon la revue des conditions économiques actuelles qui paraît aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*. Les investissements des entreprises se sont ainsi encore imposés davantage comme le secteur le plus dynamique de l'économie. En 2005, ils ont crû de 10,7 %, soit leur hausse la plus élevée depuis le début de 1998.

De plus, les entreprises prévoient augmenter leurs investissements de 9 % en 2006 comparativement à 2005, l'énergie et le transport étant les principales causes des hausses généralisées.

Le revirement le plus frappant a été celui des investissements liés à la construction non résidentielle. Ils se sont accrus de 10,6 % au cours des quatre derniers trimestres, ce qui représente un ferme rétablissement depuis les pertes qu'ils avaient subies aussi récemment que l'année précédente. Ce retournement de situation a été attribuable tant aux ouvrages de génie (surtout dans le secteur de l'énergie) qu'aux bâtiments.

C'est dans les Prairies que les entreprises prévoient accroître le plus leurs investissements en machines et en matériel. Le Manitoba vient en tête pour ce qui est des projets d'investissement, affichant une hausse de 16 %. Le secteur de la fabrication fraie la voie (+61 %), suivi des mines, des services publics et des transports. Dans les services publics, les dépenses en immobilisations ont presque doublé dans les deux dernières années surtout grâce aux projets visant à fournir de l'électricité à l'Ontario.

Le secteur prospère du pétrole et du gaz a stimulé les projets d'immobilisations en Alberta et en Saskatchewan. Dans la première de ces provinces, la flambée récente de l'exploitation des sables pétrolifères a mené, cette année, à une nette multiplication des oléoducs qui acheminent cette production vers les marchés.

L'Ontario a suivi, la hausse prévue des investissements de ses entreprises étant de 11 %. Plus du tiers de cette croissance est attribuable aux services publics, cette province ayant à remédier à l'insuffisance de sa production d'électricité. On prévoit aussi de larges augmentations pour les finances,

le commerce de détail, les transports et les mines. L'industrie du matériel de transport représente plus du tiers des investissements manufacturiers de cette province.

De toutes les provinces, c'est au Québec que les entreprises prévoient le moins augmenter leurs dépenses d'investissement. Celles-ci progresseront de 3,5 % après avoir régressé en 2005. Les fabricants ont réduit leurs investissements tant en 2006 qu'en 2005, ce qui s'explique par l'achèvement récent de grands projets dans le secteur de la fonte et de l'affinage. Ces baisses n'ont été que partiellement compensées par de modestes hausses dans les mines et les services publics et par des dépenses hésitantes dans les services.

En Colombie-Britannique, la progression de 7 % des investissements est attribuable avant tout aux transports et au commerce, ce qui relègue au second plan les intentions d'investissement dans les mines et dans le secteur du pétrole et du gaz qui connaissent une faiblesse étonnante, et ce, malgré des prix élevés et des réductions dans le secteur du bois d'oeuvre.

Dans l'ensemble, les intentions d'investissement ont connu une faiblesse dans la région de l'Atlantique. À Terre-Neuve-et-Labrador, les projets affichent un recul après l'achèvement l'an dernier de grands projets d'investissement dans l'extraction minière et l'exploitation pétrolière extra-côtière.

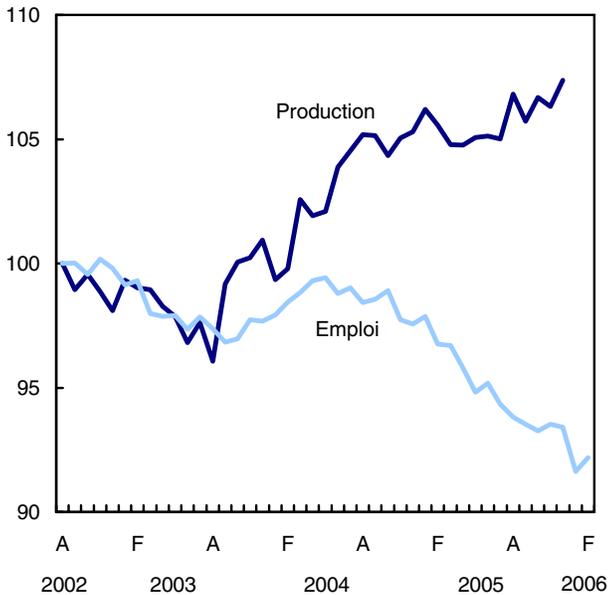
Au Nouveau-Brunswick, il y a une réduction radicale des projets d'investissement dans le secteur forestier. La situation de l'investissement en Nouvelle-Écosse est positive grâce aux investissements en énergie dans les services publics et le secteur de la fabrication.

La croissance de l'emploi s'est poursuivie en février et le taux de chômage a égalé son niveau le plus bas jamais atteint. Les emplois dans le secteur de la fabrication ont effacé environ le tiers de la cuisante perte subie en janvier, mais l'emploi dans ce secteur est demeuré inférieur d'environ 5 % (ou de plus de 100 000 emplois) au niveau de février 2005.

Depuis le sommet atteint au début de 2003, la diminution globale de l'emploi dans la fabrication a maintenant atteint presque 10 %. Dans l'ensemble, ce fléchissement se rapproche des baisses enregistrées en 1981-1982 et de 1989 à 1991, mais contrairement à ce qui s'était passé lors de ces deux périodes de récession, la production manufacturière est demeurée en hausse au cours des deux dernières années.

La perte d'emplois dans la fabrication ne se traduit pas par une baisse de la production

Août (2002=100)



Le récent recul de l'emploi dans la fabrication s'explique par l'accent qu'ont mis les employeurs sur le relèvement de la production devant le resserrement des bénéficiaires. Ce dernier a été provoqué par la hausse des facteurs de production (notamment de l'énergie) et la baisse des prix à l'exportation résultant de l'appréciation du taux de change.

L'excédent du compte courant a atteint un sommet trimestriel de 13,3 milliards de dollars, ce qui s'explique par deux faits qui ne sont peut-être pas près de disparaître.

En premier lieu, il y a eu un bond de 3 milliards de dollars des exportations d'énergie, qui ont ainsi dépassé de plus de moitié leur niveau d'il y a un an, les exportations ayant commencé à réagir en volume à l'essor des prix.

Puis, les paiements d'intérêts sur les dettes contractées à l'étranger ont enregistré une baisse, les administrations publiques et les sociétés ayant affecté une partie de leurs excédents pour rembourser la dette, alors que l'appréciation du dollar allégeait le service de la dette.

La version imprimée du numéro de mars 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 3 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Ce numéro de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques comprend aussi un sommaire des principaux événements économiques de février et renferme

deux études spéciales. La première s'intitule «La place du Canada dans le commerce mondial, 1990 à 2005» et la seconde, «Évolution du contrôle étranger sous divers régimes de réglementation : évaluation des données statistiques».

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1301, 1901, 2152, 2306, 2406 et 3701.

Pour plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, allez à la page *Le Canada en statistiques* de notre site Web, choisissez *Comptes nationaux*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au (613) 951-9162 (oc@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises

2004

Selon les résultats de l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, plus les effectifs de l'entreprise sont nombreux, plus sa dette active moyenne est élevée.

En 2004, les entreprises qui comptaient de 1 à 4 employés ont eu une dette moyenne de 187 000 \$. Celles ayant à leur actif de 5 à 19 employés ont été endettées en moyenne de 489 000 \$, tandis que la moyenne chez les entreprises ayant de 20 à 99 employés a atteint une somme de 2,2 millions de dollars.

Dans l'ensemble, les petites et moyennes entreprises ont affiché une dette active totale de 377 milliards de dollars en 2004, comparativement à 360 milliards de dollars quatre ans plus tôt, ce qui représente une augmentation de 4,7 %.

Par contre, la dette moyenne de l'ensemble des entreprises est tombée de 293 000 \$ en 2000 à 278 000 \$ en 2004. Cette baisse de 5,1 % s'explique par le fait que le nombre d'entreprises a crû plus rapidement que la dette totale au cours de la période de quatre ans.

La dette totale comprend tous les éléments de passif du bilan des entreprises. Ceux-ci comprennent les prêts hypothécaires et autres prêts consentis par les banques et autres institutions financières, les soldes de carte de crédit, les obligations locatives, le crédit obtenu auprès de sociétés d'État, le crédit commercial à court terme dû aux fournisseurs et les prêts consentis par des particuliers.

L'enquête, menée à l'automne et à l'hiver de 2004, a porté sur environ 3 500 entreprises répondantes en exploitation en 2004 qui comptaient moins de 500 employés et dont les revenus étaient inférieurs à 50 millions de dollars. Les résultats de l'enquête sont présentés pour sept groupes d'industries, cinq tailles d'emploi, six régions géographiques et selon l'âge de l'entreprise (qu'elle soit en démarrage ou bien établie).

Dans la comparaison sectorielle, la dette moyenne s'est légèrement accrue entre 2000 et 2004 chez les entreprises de trois secteurs clés, soit le commerce de gros et de détail, le tourisme, et l'agriculture et le secteur primaire.

Toutefois, la dette active moyenne des entreprises du secteur de la fabrication a diminué d'environ un quart et s'est établie à 390 000 \$, tandis que la dette totale est tombée à environ 29 milliards de dollars, en recul de 15 %.

Ce résultat cadre avec les constatations indépendantes relatives aux grandes entreprises constituées dont Statistique Canada fait état dans ses statistiques financières trimestrielles des entreprises. Ces données indiquent que les emprunts ont progressé de 6,0 % de 2001 à 2004 dans les branches non financières, mais qu'ils ont baissé de 4,3 % dans le secteur de la fabrication.

Les petites et moyennes entreprises ont mentionné l'«épargne personnelle» et les «bénéfices non répartis» comme les plus importantes sources de financement des activités poursuivies. Les lignes de crédit, le crédit commercial des fournisseurs, les prêts commerciaux et les cartes de crédit personnelles ont également été dénotés comme des sources de financement. Il s'agit aussi des sources les plus fréquemment mentionnées en 2000.

Nota : L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2004 a été réalisée en partenariat avec Industrie Canada et Finances Canada dans le cadre d'un programme de collecte de données sur les petites et moyennes entreprises. Les premiers résultats de l'enquête, qui portaient sur des sujets tels que les demandes de prêt, l'approbation des demandes de prêt et les mesures de la satisfaction des entreprises à l'égard de leurs fournisseurs de crédit ont été diffusés dans *Le Quotidien* le 21 février 2006. Nous publions aujourd'hui un ensemble supplémentaire de tableaux de données qui indiquent la structure de financement et les mesures de la rentabilité des petites et moyennes entreprises d'après les données du bilan et de l'état des résultats.

Passif total et moyen en cours

	2000		2004	
	Total	Moyenne	Total	Moyenne
	en milliards de dollars	\$	en milliards de dollars	\$
Toutes les petites et moyennes entreprises	360	293 000	377	278 000
Certaines Tailles d'effectif				
1 à 4	75	155 000	82	187 000
5 à 19	101	481 000	89	489 000
20 à 99	71	1 564 000	77	2 212 000
Certains secteurs économiques				
Agriculture / secteur primaire	55	325 000	60	346 000
Fabrication	34	528 000	29	390 000
Commerce de gros et de détail	69	342 000	73	344 000
Tourisme	24	290 000	32	298 000

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2941.

Pour plus de renseignements, pour obtenir des données ou pour se renseigner sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, communiquez avec Klaus Kostenbauer au (613) 951-2904 ou composez sans frais le 1 877 679-2746, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Pour en savoir davantage sur les sujets de recherche et les ensembles de données relatives aux petites et moyennes entreprises, consultez le site Web d'Industrie Canada. ■

Dépenses fédérales en sciences à l'intention des pays en voie de développement

2004-2005 (données provisoires)

Selon les données provisoires de 2004-2005 de l'Enquête sur les dépenses en sciences à l'intention des pays en voie de développement, l'administration fédérale canadienne a dépensé 495 millions de dollars en sciences et technologie à l'intention des pays en voie de développement, ce qui représente 5,7 % des dépenses totales canadiennes en sciences et technologie (8,7 milliards) pour 2005.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) ont accaparé 97 %

des dépenses fédérales à l'intention des pays en voie de développement.

Les domaines de la santé publique, de la production agricole et des technologies agricoles ont perçu la majorité, soit 74 %, du total des dépenses en sciences et technologies à l'intention des pays en voie de développement.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Julio Rosa au (613) 951-6598 (JulioMiguel.Rosa@statcan.ca) ou avec Louise Earl au (613) 951-2880 (Louise.Earl@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : (613) 951-9920. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Troisième trimestre de 2005

La valeur de l'épargne-retraite de millions de travailleurs canadiens détenue dans les régimes de retraite en fiducie a atteint 776,3 milliards de dollars au troisième trimestre de 2005, en hausse de 5,8 % par rapport au trimestre précédent.

Antérieurement, la valeur des caisses avait atteint un sommet de 614,4 milliards de dollars au troisième trimestre de 2000, puis était passée à un creux de 532,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2003. Le facteur qui exerce l'influence la plus importante sur la valeur des caisses est la valeur des actions négociées sur les marchés boursiers mondiaux.

Au troisième trimestre, les revenus des caisses ont atteint 26,6 milliards de dollars et les dépenses se sont établies à 9,0 milliards de dollars, ce qui donne un flux de trésorerie net de 17,6 milliards de dollars. Le trimestre précédent, le flux avait été de 11,6 milliards de dollars. L'accroissement est principalement attribuable aux profits tirés des opérations sur actions et de la hausse des cours boursiers.

Les cotisations ont atteint 7,2 milliards de dollars et les prestations versées se sont établies à 7,0 milliards de dollars. La valeur des cotisations et des prestations a été à la hausse depuis 2000, alors que les employeurs ont augmenté les cotisations afin de réduire le passif non provisionné et que le nombre de retraités s'est accru.

Environ 4,6 millions de travailleurs canadiens cotisent à un régime de pension d'employeur. De ceux-ci, 2,5 millions sont des fonctionnaires des administrations et entreprises municipales, provinciales et fédérales, des sociétés d'État, des conseils, des commissions et des organismes gouvernementaux, et des établissements d'enseignement et de santé publics. Les travailleurs du secteur privé représentent les 2,1 millions de cotisants restants.

Un autre million de travailleurs cotisant à un régime de retraite d'employeur sont couverts par le Trésor des gouvernements fédéral et provinciaux, ou par des contrats avec des sociétés d'assurance. (Les données de la présente diffusion ont trait uniquement aux caisses de retraite en fiducie, et toutes les valeurs sont exprimées en dollars courants.)

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2608.

Les données diffusées aujourd'hui marquent l'achèvement de la révision de toutes les données trimestrielles remontant au premier trimestre de 2004.

Pour plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7355 ou en composant sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613 951-3012. ■

Production, transport et distribution d'électricité

2004

Les recettes d'exploitation des producteurs d'énergie électrique ont totalisé 49,9 milliards de dollars en 2004, en hausse de 1,6 % comparativement à 2003. L'industrie a enregistré un revenu net de 5,2 milliards de dollars en 2004, en progression de 59,4 % par rapport à 2003, alors que les dépenses d'exploitation ont connu une augmentation de 0,1 % à 39,7 milliards de dollars, en raison des coûts plus élevés de l'électricité achetée. Parallèlement, la production nette d'électricité au Canada a augmenté de 1,4 % en 2004 pour s'établir à 577 térawatts-heures.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2001, 2194 et 2196.

Le numéro de 2004 de *Production, transport et distribution d'électricité* (57-202-XIB, 26 \$) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, mars 2006,
vol. 19, n° 3
Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

**Aperçus sur l'économie canadienne : Évolution
du contrôle étranger sous divers régimes de
réglementation : Multinationales au Canada**, n° 13
Numéro au catalogue : 11-624-MIF2006013
(gratuit).

**Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 -
Rapports provinciaux et territoriaux : Population
autochtone hors réserve, 2001**
Numéro au catalogue : 89-618-XIF
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03000003



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.